

Doléances et propositions

collectées par

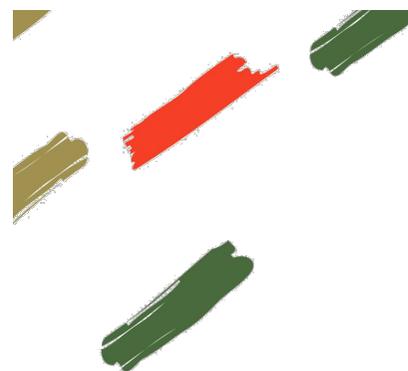
Les maires ruraux de France

« LA PAROLE AUX CITOYENS »

Les maires ont la clé

Synthèse nationale

14 janvier 2019



DOSSIER DE PRESSE



La parole aux citoyens

Les maires ont la clé

De l'opération « Mairie Ouverte »

- Plusieurs milliers de mairies ont répondu à l'action « mairie ouverte » et ont prouvé que la commune reste un vecteur de transmission, de représentation, d'interface entre les citoyens et ceux qui les gouvernent.
- Des contributions venues de tous les départements de métropole alliant de très nombreuses propositions et description de parcours de vie et de leurs difficultés.
- Les doléances et propositions collectées sont conjointement à cette synthèse, remises en intégralité au Président de la République, au Premier Ministre, au Président de l'Assemblée Nationale, au Président du Sénat et celui du Conseil économique, social et environnemental.
- Elles seront toutes transmises et connues de l'exécutif et du législateur, sans tri, ni hiérarchisation.
- La collecte est faite à partir des retours transmis directement par les citoyens, par les mairies ou par les associations départementales de maires.

- La synthèse s'appuie sur un stock de plusieurs milliers de communes qui nous ont transmis les documents, sur des mails reçus directement à l'Association et des dizaines de milliers de contributions.
- De manière complémentaire, une plateforme numérique flui.city a permis l'expression de toute la population, urbaine et rurale, sur tous les sujets selon les codes des plateformes de civictech. Son contenu est analysé en annexe du présent dossier de presse.
- Un traitement scientifique démarrera au terme de la présente phase avec un collectif de chercheurs de disciplines différentes.
- La synthèse s'appuie sur la collecte organisée entre le 8 décembre et le 11 janvier bien que des communes poursuivent l'action de manière marginale à la date du 14 janvier.

Les principales thématiques abordées

Deux thèmes transversaux et récurrents ont été mis à jour : **la ruralité et la commune** regroupés au sein d'une dimension mettant clairement en exergue

Les fractures territoriales

Classement des thématiques par ordre décroissant

avec le pourcentage des occurrences (c'est-à-dire la part de chaque thème dans l'ensemble des contributions).

1. **Justice sociale = 17,2 %**
2. **Justice fiscale = 14,3 %**
3. **Organisation politique et territoriale = 14,0 %**
4. **Aménagement, transports et mobilités = 9,4 %**
5. **Vie démocratique = 8,7 %**
6. **Transition écologique et énergétique = 8,4 %**
7. **Emploi et économie = 8,3 %**
8. **Sujets internationaux = 5,4 %**
9. **Services de proximité = 5,1 %**
10. **Rôle de l'État dans les territoires = 5,1 %**
11. **Autres = 4,1 %**

La ruralité

La question de la ruralité, et de la perception que les citoyens en ont en termes d'inégalités des chances, décrit de manière détaillée les fractures territoriales souvent délaissée dans l'analyse au profit de la fracture sociale. Pour autant, émerge une conscience d'un potentiel collectif qui suppose de porter un regard nouveau et plus précis, en rupture avec les codes d'analyse actuel de nombreux acteurs en particulier de l'État. La raison est liée à « *l'incapacité des pouvoirs successifs à écouter et comprendre ce qui se passe en milieu rural* ».

- *Changer de paradigme en adoptant une vision positive de la ruralité*
- *Pour une approche spécifique de la ruralité afin de répondre au sentiment d'injustice et d'abandon des territoires ruraux.*
- *Une volonté de donner à voir la ruralité face à un État central aveugle et déconnecté des réalités rurales.*

La commune

Rénover l'organisation politique en redonnant davantage de pouvoirs à la commune et aux élus. Tels sont les clés d'une analyse qui prouve l'importance de s'appuyer non seulement sur la proximité mais aussi l'interconnaissance locale et le besoin de davantage de subsidiarité dans l'action confiée aux élus avec en relief la critique d'un Etat déconnecté et soucieux de recentraliser plutôt que de faire confiance.

- *Un État central déconnecté des réalités locales.*
- *L'importance de conserver la proximité entre les citoyens et la prise de décision politique.*
- *L'appel à remettre la commune au centre de la démocratie locale.*

1. JUSTICE SOCIALE

- Une demande dominante : la hausse du pouvoir d'achat et l'indexation sur l'inflation
- Une unanimité sur la nécessité de revaloriser les retraites
- Revalorisation du SMIC.
- Réduire les différences de salaires.
- Mise en place d'un revenu universel d'existence.
- Revalorisation des droits des personnes fragiles.
 - Personnes en situation de handicap :
 - Veufs et veuves
 - Personnes âgées
- En parallèle, une action sur le coût de la vie (les prix) est réclamée

2. JUSTICE FISCALE

- Lutter contre la fraude fiscale
- La réorganisation du système fiscal
- La taxation des entreprises

3. ORGANISATION POLITIQUE ET TERRITORIALE

- Une défiance vis-à-vis des privilèges des élus...
- ... qui alimente une critique du dogme de l'organisation territoriale par le haut...
- ... et un appel à rénover l'organisation politique par le bas.

4. AMÉNAGEMENT, TRANSPORTS ET MOBILITÉS

Deux points phares sont abordés dans l'ensemble des témoignages : la taxe sur les carburants et l'abaissement de la vitesse à 80km/h.

- Aménagement du territoire
- Injustice concernant les mesures sur les transports et la mobilité :
- Taxe sur les carburants
- Contrôle technique à assouplir, non au contrôle technique abusif.
- Taxe pour routiers étrangers :
- Nationalisation des autoroutes (péages abusifs), de la SNCF
- Favoriser les transports en commun, développement des transports publics
- Développement des lignes ferroviaires secondaires (TER), véritable service public ferroviaire
- Marchandises : favoriser le ferroulage
- Nouveaux modes de transports
- Mobilité douce
- Primes et dispositifs incitatifs

5. VIE DÉMOCRATIQUE

- *Remettre la commune au centre de la démocratie locale*
- *Consultation citoyenne*
- *Un « exercice du pouvoir plus collectif ».*
- *Réforme électorale.*
- *Démocratie directe.*

6. TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

- Nécessité d'avoir une vraie démarche éco-citoyenne et une véritable politique gouvernementale en faveur de l'écologie
- Sentiment d'injustice dans les efforts pour lutter contre le changement climatique
- Propositions de financements de la transition climatique
- Développement des énergies alternatives et importance de la sensibilisation :
- L'agriculture, liée à la transition climatique et écologique :
- Normes
- Gestion des déchets et changement des manières de consommer
- Logement

7. EMPLOI ET ÉCONOMIE

- « Redonner l'espoir aux chômeurs, mais aussi à ceux de plus de 50 ans (qui ont une grande connaissance) »
- Au niveau des conditions de travail
- Relocalisation de l'emploi en France
- La diminution des charges des TPE, PME et artisans.
- Favoriser l'économie participative, avec une demande d'aider les coopératives, d'aider à la reprise des sociétés en difficulté par leurs
- Un soutien à l'agriculture française
- Remise de l'humain au centre des préoccupations économiques
- Taxation des transactions financières

8. SUJETS INTERNATIONAUX

- La mondialisation
- Les relations avec l'Europe
- La place problématique des étrangers en France aujourd'hui
- Des moyens pour maîtriser l'immigration

9. SERVICES DE PROXIMITÉ

- Quatre services de proximité sont principalement évoqués : les services de soins, le commerce de proximité, l'école et les autres services publics et de proximité.
- *Les services de soins*
- *Le commerce de proximité*
- *L'école*

10. RÔLE DE L'ÉTAT DES LES TERRITOIRES

- Pour un État structurant, mais à l'écoute des réalités locales.
- Redonner du corps et des pouvoirs à la commune, garante de la proximité.
- Assurer une péréquation digne de ce nom

Une analyse des doléances et propositions faite par la société Cognito

Analyse appliquée à un échantillon de 3300 contributions reçues par mail ou en mairie à date du 11 janvier 2019

Étude complète en annexe du dossier de presse

Extraits :

- Arbre de propositions
- Classement des thèmes principaux



Arbre des propositions

Cahiers de doléances

Branche " Refonte des institutions "

- Interdire le cumul des mandats
- Supprimer le Sénat
- Reconnaître le vote blanc
- Eriger un casier judiciaire vierge pour les élus
- Mettre en place une procédure de destitution du Président
- Réduire le nombre de parlementaires
- Établir une dose de proportionnelle
- Mettre en place une assemblée constituante

Branche " Pouvoir d'achat et vie quotidienne "

- Développer les commerces de proximité
- Encadrer les loyers
- Maintenir les services publics en milieu rural
- Baisser les impôts et les taxes
- Supprimer le CICE
- Augmenter le pouvoir d'achat
- Alléger le contrôle technique
- Lutter contre les déserts médicaux

Branche " Écologiste "

- Mettre en œuvre la transition écologiste
- Favoriser l'isolation des bâtiments
- Favoriser une agriculture biologique et durable
- Lutter contre le réchauffement climatique
- Arrêter le nucléaire
- Interdire l'usage des pesticides

Branche des " Séniors "

- Supprimer la CSG sur les retraites
- Revaloriser les retraites
- Développer les transports en commun
- Revaloriser les minima sociaux
- Investir dans la formation

Tronc commun " RIC bis et justice fiscale "

- Instaurer un référendum d'initiative citoyenne
- Lutter contre l'évasion fiscale
- Vers une plus grande justice sociale
- Annuler les taxes sur la carburant
- Taxer les gros pollueurs
- Baisser la TVA sur les produits de 1ère nécessité
- Développer la démocratie participative
- Taxer les multinationales et les GAFA

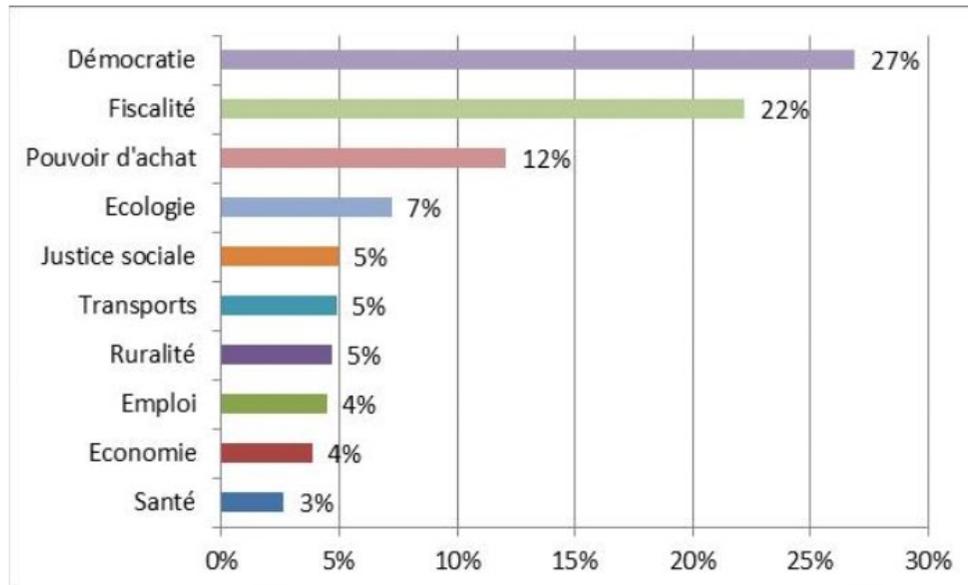
Tronc commun = ce qui fait consensus

- Mettre fin aux privilèges des élus
- Augmenter le SMIC et les salaires
- Rétablir l'ISF

Document de travail au 2 janvier 2019

Produit avec le logiciel «Arbre des connaissances» - Cognito

Classement des thèmes principaux



Créée en 2005 par Gilles Proriol, COGNITO est spécialisée dans l'analyse des contributions citoyennes issues des opérations de consultation, concertation et démocratie participative. COGNITO utilise des outils d'analyse sémantique pour décrypter la parole citoyenne, et l'Arbre des Connaissances, inventé par Michel Authier, pour cartographier l'opinion publique et les idées. COGNITO a réalisé plusieurs « arbres des connaissances » de débats publics nationaux ou locaux. En 2015 COGNITO a contribué à la conception de la plateforme collaborative de l'association Villes Internet, où plus de 2000 collectivités publient plus de 22000 actions publiques locales pour l'internet citoyen. Ces données sont analysées annuellement avec un jury d'expert qui remet un label national Villes et Villages Internet en partenariat avec l'AMRF.

www.cognito.fr

Plateforme (civitech) Flui.city ouverte par l'AMRF

Analyse des contributions reçues sur la plateforme, venus de citoyens de toutes la France, donc très distinct de l'échantillon des doléances et propositions reçues dans les mairies de communes rurales

-

1100 citoyens inscrits

1900 idées citoyennes

10 500 réactions

30 % de contributions viennent de communes de moins de 3500 habitants

Étude complète en annexe du dossier de presse

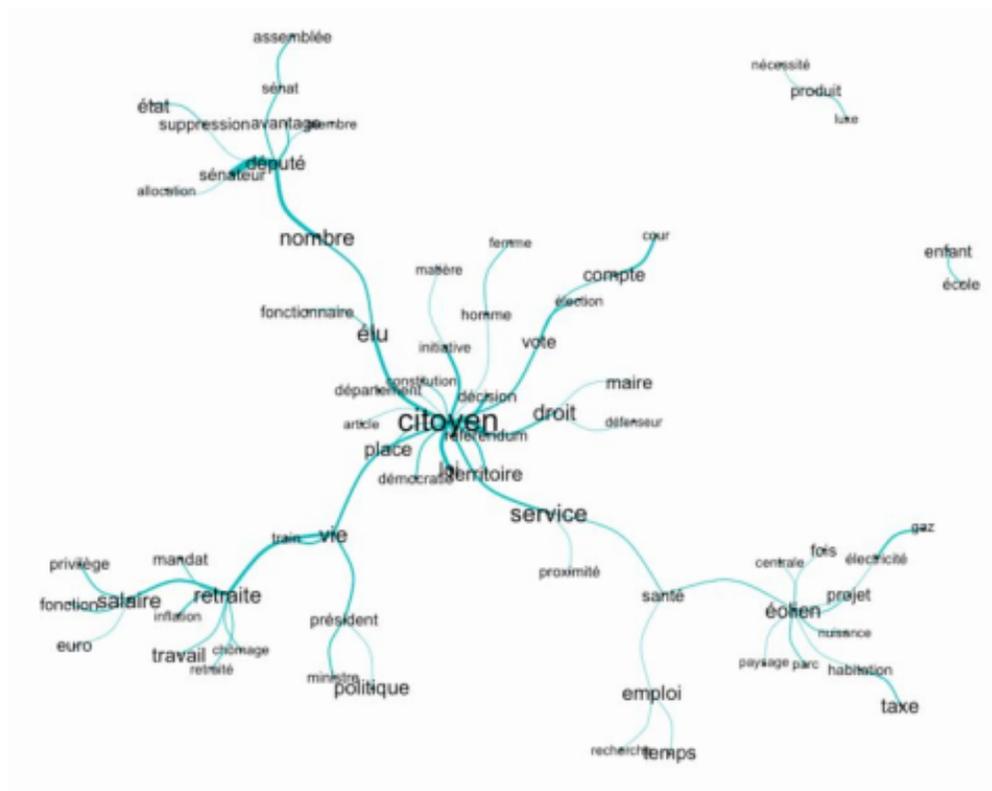
The logo for Fluicity, featuring a stylized 'F' icon followed by the word 'fluicity' in a bold, lowercase sans-serif font.

Analyse des participations - thématiques

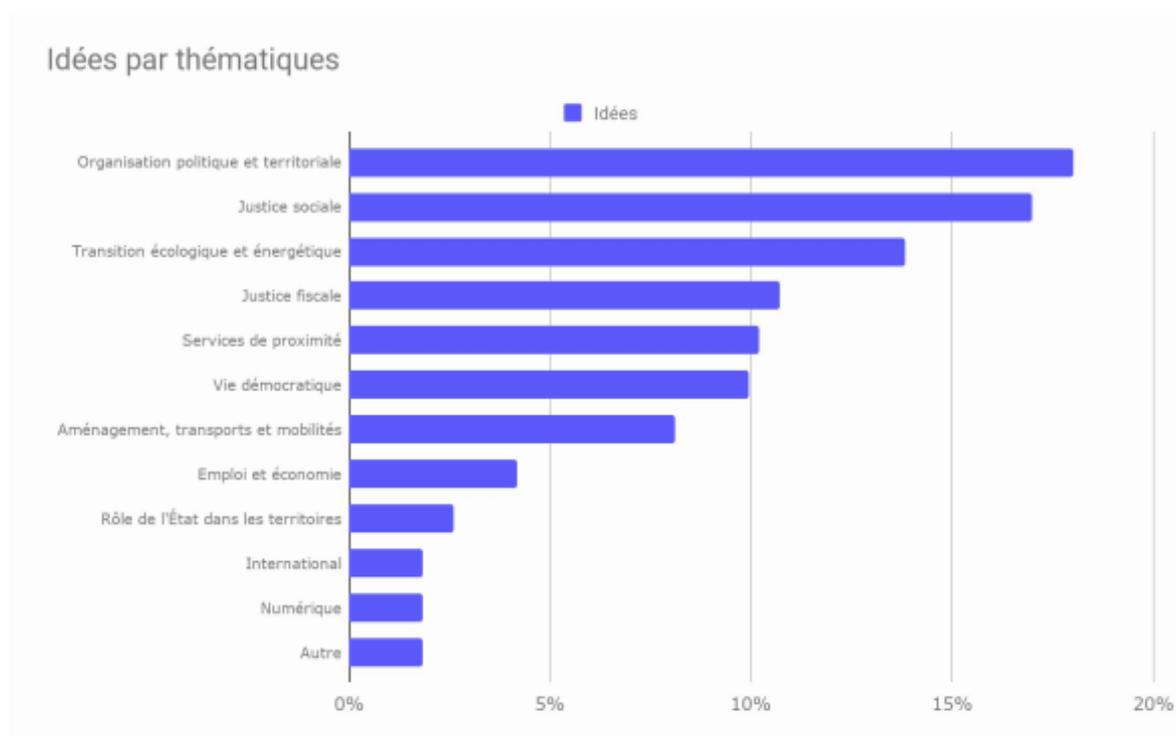
Les occurrences thématiques révèlent des tendances d'association de certains sujets, traduisant un **ressenti collectif** sur ces derniers.

Par exemple :

- les préoccupations relatives à la **justice sociale et fiscale** impliquent les questions relatives aux **privilèges** supposés des dirigeants
- les **fonctions électives nationales** (députés, sénateurs, assemblée) sont largement associées aux questions des **statuts, avantages et traitements**
- à l'inverse, le rôle du **maire** est associé à un **ressenti positif** (défenseur, droit)



Analyse des participations - thématiques



- Les idées proposées concernent majoritairement **l'organisation politique et territoriale (18%)** et la **justice sociale (17%)**
- Les sujets internationaux ou macro-économiques suscitent moins de préoccupations immédiates
- La vie quotidienne trouve une place importante au sein des propositions formulées, de façon transverse à plusieurs thématiques (**justice fiscale, transition énergétique, services de proximité, mobilité**)

Créée fin 2015 par Julie de Pimodan, Nicolas de Briey et Jonathan Meiss, Flucity a été primée de nombreuses fois dans des concours d'innovation comme le MIT Innovation Award, le TEDxParis ou encore le concours d'innovation de la BPI.

L'équipe de Flucity travaille à mettre son expertise technologique au service de l'innovation sociale.

<https://get.flui.city>

l'Appel des maires ruraux

Extraits

« J'existe ! » C'est ce que des dizaines de milliers de Français ont commencé à venir exprimer dans les mairies qui ont ouvert « un cahier de doléances et de propositions » depuis le samedi 8 décembre. C'est le début d'un mouvement lancé par l'Association des Maires ruraux de France. Par cet acte citoyen, vos mairies, maisons communes, ont permis de consigner les expressions et d'en faire le germe d'un projet de société plus vivable pour ces 22 millions de Français, qui donnent corps à nos campagnes. A cela s'ajoutent d'innombrables contributions libres.

Nous, maires de communes rurales, femmes et hommes élu(e)s par nos concitoyens, assurons que l'intégralité des doléances et propositions seront remises au Président de la République, au Premier ministre et au Parlement.

Ce qui nous importe, c'est de rendre visibles les propos que vous tenez quotidiennement aux maires de France. Cette réalité, n'apparaît que trop peu dans l'esprit de ceux qui gouvernent. Elle est pourtant capitale pour notre pays dans un moment où le pacte social et territorial vacille.

Ensemble : faites votre part, nous ferons la nôtre !

C'est pour cela que nous lançons aujourd'hui cet appel au Peuple de France. Nous, élus ruraux, légitimes par l'élection, citoyens engagés dans la vie locale et proches du quotidien de nos concitoyens, nous appelons chacune et chacun à se fédérer, à ne pas baisser les bras devant la difficulté et l'adversité, face à la cécité de beaucoup de nos dirigeants et à l'entêtement d'une administration trop pyramidale et centralisée.

Le cri légitime de ces millions de Françaises et de Français se joint à celui des élus ruraux. La période que nous vivons est une opportunité pour notre pays si vous répondez à cet appel. Saisissez-la ! Levons-nous ensemble pour que l'emploi soit réparti équitablement sur le territoire. Exigeons que la téléphonie mobile et le numérique arrivent bien plus vite que ce à quoi les opérateurs ont mollement consenti.

Pesons pour que les politiques publiques traitent enfin la question de l'accès aux soins pour que des millions de Français ne renoncent plus à se soigner.

Nous ne voulons plus être les éternels oubliés !

Nous vous invitons à vous débarrasser du « complexe du plouc », qui trop souvent entrave votre capacité à agir et à revendiquer un futur meilleur, avec pour seul motif, qu'être loin de la ville justifierait de devoir renoncer aux droits les plus élémentaires. Il n'y a pas de fatalité à laisser les services publics fermer quand nos communes font de leur mieux pour vous aider. Le modèle de concentration qui est la règle depuis 40 ans s'épuise. Ca ne marche plus.

Un appel à la jeunesse

À la jeunesse de notre pays, nous disons : soyez les nouveaux visages de nos villages ! Rejoignez ces populations qui font le choix d'un autre mode de vie, plus sobre, plus équilibré. Le cadre de vie y est favorable, on s'y sent mieux. Pendant que la ville s'étouffe, la campagne respire. Investissez les territoires ruraux ! N'ayez pas peur, nous saurons vous accueillir, nous saurons trouver des solutions à vos demandes et nous saurons vous accompagner. Considérés comme des citoyens, vous n'êtes et ne serez jamais chez nous des identités impersonnelles, mais au contraire des femmes et des hommes qui apporteront une énergie nouvelle à nos territoires.

La commune, un bien commun

Cet appel émane de la légitimité de ce bien commun qu'est la commune : le premier socle de notre République. Car la commune n'est pas simplement un échelon administratif, mais la très précieuse symbiose entre des habitants et un territoire qui croient en leur avenir et qui pour cela se mobilisent : c'est là où l'on agit ensemble. Nous devons nous battre pour que l'action de l'Etat change radicalement et que les pouvoirs publics inversent totalement leur logique d'intervention.

Reconstruire le pays par la base

Pour cela, il nous faut agir ensemble. Nous, maires de communes rurales, à partir de nos campagnes, nous vous appelons à nous soutenir pour imposer notre parole commune dans le débat national. Aux cartes et aux territoires anonymes laissant croire aux décideurs qu'ils sont dépourvus de vie, nous mettons fièrement en avant des visages, tels ceux des gilets jaunes, et bien d'autres encore, plus discrets et plus nombreux, mais tout aussi importants. Nous les croisons dans nos rues et sur nos places. Aux bilans statistiques, opposons nos expériences et nos réelles difficultés.

www.appeldesmairesruraux.fr

L'association des maires ruraux de France

Des maires militants de la ruralité

Créée en 1971, l'Association des maires ruraux de France (AMRF) fédère près de 10.000 maires ruraux au sein d'un réseau solidaire, en toute indépendance des pouvoirs et partis politiques.

Rassemblés autour d'une identité forte, les membres de l'AMRF portent la voix des communes ancrées sur les territoires ruraux pour défendre leurs enjeux spécifiques.

Forte de son militantisme et de sa représentativité, l'AMRF est aujourd'hui l'interlocutrice incontournable des communes rurales auprès des pouvoirs publics et des grands opérateurs nationaux.

Défendre les enjeux de la ruralité

Dans un esprit militant, l'AMRF fédère, informe et représente les maires des communes de moins de 3.500 habitants, partout en France.

L'association s'engage au quotidien – au niveau local et national – pour défendre et promouvoir les enjeux spécifiques de la ruralité. Elle participe au débat public en formulant des propositions et en réalisant des interventions. Elle produit des manifestes et publie des rapports et des contributions lors des discussions parlementaires.

Un réseau au service des territoires ruraux

Les [associations départementales](#), en totale autonomie, représentent les maires ruraux auprès des interlocuteurs publics du département et services déconcentrés (Préfecture, Conseil Général, Inspection d'Académie, Gendarmerie, etc.) et des opérateurs de services.

Formant un réseau de proximité efficace, elles sont une force d'information et de mobilisation très réactive

www.amrf.fr

@maires_ruraux